

Aide: éviter d'accroître la dépendance des PMA

La 3e conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA) devra tenter d'apporter une réponse aux besoins et aux défis spécifiques des pays les plus pauvres de la planète, avec pour objectif ultime d'accroître leurs chances de s'extraire le plus rapidement possible de cette catégorie peu enviable.

par Dr Pa'o Luteru*

Trois grands thèmes seront au programme des discussions. Le premier sera l'évaluation, pays par pays, pour la décennie écoulée, du programme d'action mis au point lors de la conférence précédente, et dont les résultats sont décevants aux yeux de beaucoup.

Ensuite, il sera question des moyens de l'aide internationale : coopération au développement, allègement de la dette, investissements et commerce. En troisième lieu viendra l'élaboration et l'adoption de politiques et de mesures visant à assurer le développement durable des PMA et leur intégration progressive et harmonieuse dans l'économie mondiale.

Une nouvelle approche ?

Les leçons que l'on peut tirer d'un demi-siècle de coopération au développement n'incitent guère à l'optimisme quant à la possibilité éventuelle de voir ce concept revêtu d'un nouveau sens dans le cadre de l'aide aux PMA. Rien ne changera tant que les pays donateurs se refuseront à regarder en face la réalité de cette coopération et le double langage qui en imprègne les beaux discours. L'enjeu essentiel et crucial ici, c'est le fossé entre les motivations des donateurs et les aspirations et les attentes des bénéficiaires.

A propos des obstacles auxquels les PMA se heurtent dans ce contexte, il

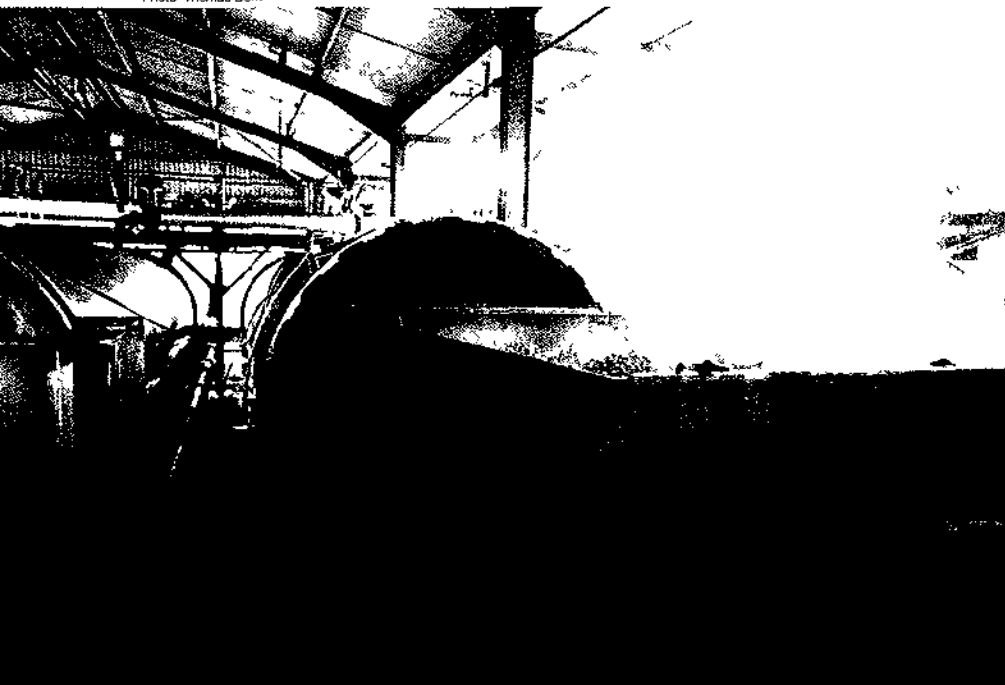
faut avoir l'honnêteté d'admettre que les échecs enregistrés jusqu'ici étaient partiellement imputables aux personnes chargées de la gestion et de la distribution de l'aide, tant dans les pays bénéficiaires qu'au sein des organisations donatrices. Cela dit, le nouveau discours à la mode répandu par les pays développés et qui vante les bienfaits du commerce n'a pas de réelles motivations de sortir les PMA de la dépendance. Comment peut-on sérieusement parler de libre-échange à des pays qui, pour la plupart, n'ont quasiment rien à échanger ?

L'Accord de Cotonou accorde une place particulière aux PMA dans la coopération entre les pays ACP et l'Union européenne. Dès lors qu'une quarantaine des quarante-neuf PMA qui participeront à la conférence sont des pays ACP, le groupe ACP souhaiterait que cette conférence se concentre sur les enjeux suivants :

- la bonne gestion des affaires publiques, la paix et la sécurité sociale;
- le financement de la croissance et du développement dans les PMA;
- surmonter la marginalisation des PMA et renforcer leurs capacités de production via le commerce et les investissements, en privilégiant d'abord le développement, l'élargissement et la modernisation du tissu économique et, ensuite, les stratégies de réduction de la pauvreté et d'aide sociale qui traduisent le développement humain (santé, éducation, formation et développement des compétences);

«Stimuler les capacités productives des PMA par le biais du commerce et des investissements représente un des moyens de surmonter leur marginalisation»

Photo: Thomas Dotti



PIB par habitant et population : niveaux et croissance

	PIB par habitant en dollars de 1995		Taux d'accroissement annuels moyens du PIB réel par habitant (%)		Population Niveau (millions)		Taux d'accroissement annuels moyens	
	1980	1998	1980-1990	1990-1998	1998	1980-1990	1990-1998	
Afghanistan	..	..	..	..	21,4	-1,2	5,0	
Angola	698	523	0,6	-3,2	12,1	2,7	3,5	
Bangladesh	216	350	2,1	3,1	124,8	2,2	1,6	
Bénin	362	405	-0,5	1,8	5,8	3,0	2,7	
Bhoutan	..	623	4,8	4,2	0,6	2,6	2,0	
Burkina Faso	209	249	0,8	0,7	11,3	2,8	2,8	
Burundi	176	149	1,5	-5,3	6,5	2,8	2,1	
Cambodge	..	299	2,0c	2,3	10,7	3,1	2,7	
Cap-Vert	..	1 380	4,1d	3,0	0,4	1,7	2,3	
Comores	431	325	-0,3	-3,3	0,7	3,1	2,8	
Djibouti	..	757	..	-4,6e	0,6	6,4	2,3	
Erythrée	..	190	..	2,0f	3,6	1,9	2,7	
Ethiopie	..	113	-1,7d	2,0	59,7	2,8	2,7	
Gambie	377	349	-0,1	-1,2	1,2	3,7	3,7	
Guinée	..	573	1,5g	0,9	7,3	2,5	3,2	
Guinée équatoriale	..	1 050	-0,8a	15,3	0,4	5,1	2,6	
Guinée-Bissau	168	173	2,0	-1,1	1,2	2,0	2,2	
Haïti	596	356	-2,6	-3,4	8,0	2,4	1,7	
Iles Salomon	584	751	2,9	0,3	0,4	3,6	3,3	
Kiribati	599	639	-1,0	1,6	0,1	1,7	1,4	
Lesotho	311	485	1,8	4,8	2,1	2,5	2,3	
Libéria	..	..	..	..	2,7	3,6	-0,3	
Madagascar	344	231	-1,6	-2,0	15,1	2,7	3,3	
Malawi	169	169	-1,8	2,7	10,4	4,4	1,1	
Maldives	..	1 209	6,4a	3,6	0,3	3,2	2,9	
Mali	289	264	-1,7	1,3	10,7	2,6	2,4	
Mauritanie	558	478	-2,7	1,3	2,5	2,7	2,8	
Mozambique	166	169	-1,5	1,8	18,9	1,5	3,8	
Myanmar	..	..	..	..	44,5	1,8	1,2	
Népal	148	218	1,9	2,4	22,9	2,6	2,5	
Niger	328	216	-3,3	-1,2	10,1	3,3	3,4	
Ouganda	..	338	0,7i	4,3	20,6	2,2	2,8	
Rép. centrafricaine	417	340	-1,0	-0,7	3,5	2,4	2,1	
Rép. dém. du Congo	313	124	-1,6	-8,3	49,1	3,3	3,5	
Rép. dém. pop. Lao	..	406	7,2h	3,7	5,2	2,7	2,8	
Rép.-Unie de Tanzanie	..	173	1,4h	0,0	32,1	3,2	3,0	
Rwanda	321	279	-1,2	-1,7	6,6	3,4	-1,5	
Samoa	973	967	0,7	0,9	0,2	0,3	1,1	
Sao Tomé-et-Principe	..	339	-0,5e	-0,6	0,1	2,4	2,2	
Sierra Leone	320	160	-1,8	-6,1	4,6	2,2	1,6	
Somalie	..	..	-0,5	..	9,2	2,9	2,0	
Soudan	229	296	-2,1	5,8	28,3	2,6	2,0	
Tchad	176	231	3,5	-0,8	7,3	2,5	3,0	
Togo	454	337	-1,3	-0,5	4,4	3,0	2,9	
Tuvalu	..	..	..	..	..	1,3	2,8	
Vanuatu	1 400	1 415	0,6	-0,5	0,2	2,5	2,5	
Yémen	..	250	..	-1,0	16,9	3,4	4,9	
Zambie	551	427	-1,3	-1,4	8,8	2,3	2,5	
Ensemble des PMA	272	287	-0,1	0,9	613,5	2,5	2,5	
Ensemble des pays en développement	892	1 260	2,2	3,1	4 696,8	2,1	1,7	
Pays développés à économie de marché	19 452	27 402	2,4	1,4	885,3	0,7	0,6	
Pays d'Europe orientale	3 196	2 396	1,1i	-4,0	318,9	0,6	-0,1	

Source : chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED d'après les données de la Division de statistique de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale (indicateurs du développement dans le monde 2000) et d'autres sources internationales et nationales.

Note : Pour l'Éthiopie, les données préliminaires à 1992 comprennent l'Erythrée. Les statistiques démographiques du Bhoutan ont été fournies par les autorités de ce pays.

Les coefficients de pondération utilisés dans les agrégats sont des coefficients de pondération de l'année de référence aux prix de 1995
a 1987-1990. b 1981-1990. c 1991-1998. d 1985-1990. e 1992-1998 f 1986-1990. g 1988-1990. h 1982-1990.

i données relatives à l'Albanie, à la Bulgarie, à la Hongrie, à la Pologne et à la Roumanie.

Source : Les Pays Les Moins Avancés Rapport 2000 (CNUCED)